

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BETA RENEWABLES FRANCE

25 quai Panhard et Levassor
75013 Paris

Références : -
Code AIOT : 0010011959

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement BETA RENEWABLES FRANCE implanté Le Mez 36150 Vatan. L'inspection a été annoncée le 31/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BETA RENEWABLES FRANCE
- Le Mez 36150 Vatan
- Code AIOT : 0010011959
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien des Blés d'Or, exploité par la société BETA RENEWABLES FRANCE, est composé d'un poste de livraison électrique, ainsi que de trois aérogénérateurs Alstom, d'une puissance unitaire de 3 MW, présentant une hauteur totale en bout de pale de 140 m et un diamètre de rotor de 100 m.

Le parc est situé sur la commune de Vatan au nord-est du département de l'Indre, il a été mis en service le 1^{er} octobre 2010.

L'antériorité et le bénéfice des droits acquis ont été accordés par le Préfet de l'Indre le 22 mai 2013.

L'activité du parc éolien des Blés d'Or est encadrée par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées et elle est soumise au régime de l'autorisation.

Le site est également encadré par l'arrêté de prescriptions complémentaires du 25 novembre 2019, pris notamment suite à la chute d'une éolienne du parc éolien de la Mardelle à Guigneville (45) du même modèle que celles exploitées par l'établissement.

L'exploitation du parc éolien des Blés d'Or est gérée par la société EDP Renewables qui assure également l'exploitation des 3 autres parcs éoliens suivants :

- parc éolien de Pièce de Vignes à Liniez (4 aérogénérateurs) ;
- parc éolien de Petite Pièce à Liniez (1 aérogénérateur) ;
- parc éolien Le Mée à Vatan (3 aérogénérateurs).

Le parc éolien des Blés d'Or et le parc éolien Le Mée ayant été construits dans le même prolongement et mis en service en même temps, la société EDP Renewables gère ces deux installations comme un seul et unique parc.

La maintenance du parc est principalement réalisée par la société TALVEG Wind.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Demande d'action corrective	60 jours
3	Biodiversité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective	60 jours
6	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa	Demande d'action corrective	60 jours
8	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Demande d'action corrective	60 jours
9	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
4	Panneau et	Arrêté Ministériel du 26/08/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	identification mât	article 14	
5	Intérieur propre et dégagé	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
7	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet
10	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
12	Biodiversité	Code de l'environnement du 19/11/2025, article R. 512-69	Sans objet
13	Maintenance	Arrêté Préfectoral du 25/11/2019, article Titre II – Art. 5	Sans objet
14	Maintenance	Arrêté Préfectoral du 25/11/2019, article Titre II – Art. 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Voie d'accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le chemin permettant l'accès aux aérogénérateurs est parsemé de nombreuses cavités plus ou moins importantes engendrant des retenues d'eau en période de pluies. Les plateformes des aérogénérateurs sont carrossables. La végétation aux abords du chemin et des plateformes est contenue. L'exploitant indique qu'une commande a été passée pour reboucher les trous et ainsi reprofiler le chemin. Il indique être dans l'attente de l'intervention de l'entreprise.</p>

Constat : le chemin d'accès aux aérogénérateurs n'est pas entretenu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à la terre de l'installation
Prescription contrôlée : [...] Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.
Constats : Vu les rapports de contrôle SOCOTEC pour les 3 aérogénérateurs (H0290/25/9479 suite au contrôle du 13/05/2025) et pour le poste de livraison électrique (H0290/25/10287 suite au contrôle du 30/06/2025). Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus

<p>tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le dernier rapport de suivi environnemental de 2020 (Rapport réalisé par Ecosphère en date du 06/04/2021).</p> <p>A la suite de ce suivi, le préfet de l'Indre à valider, par lettre préfectoral en date du 17 novembre 2021, le nouveau plan de bridage chiroptères proposé par l'exploitant.</p> <p>Ce plan de bridage a été mis en place courant 2022 par l'exploitant.</p> <p>En 2024, l'exploitant devait réaliser un suivi environnemental pour vérifier l'efficacité du nouveau plan de bridage, mais suite à de nombreux problèmes de fonctionnement des machines, l'exploitant a demandé, par mail en date du 22/05/2024, à différer le suivi d'une année ; ce qui a été validé par l'inspection.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure d'affirmer que le suivi environnemental a bien été réalisé en 2025 (changement récent des personnes en charge du suivi du parc).</p> <p>Constat : l'exploitant n'a pas mis en place un suivi environnemental dans les 12 mois suivant le précédant suivi, afin de vérifier l'efficacité des mesures correctives.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 4 : Panneau et identification mât

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur</p>

<p>le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Pour l'éolienne 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vu le numéro affiché au-dessus de la porte de l'aérogénérateur ; • Vu le panneau d'information des tiers avec les mentions attendues. <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Intérieur propre et dégagé

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour l'intérieur de l'aérogénérateur 2, l'inspection des installations classées a constaté que le pied du mât était maintenu propre et qu'aucun matériau combustible ou inflammable n'était entreposé.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>

Constats :

Vu les rapports de contrôle SOCOTEC pour les 3 aérogénérateurs (H0290/25/9479 suite au contrôle du 13/05/2025) et pour le poste de livraison électrique (H0290/25/10287 suite au contrôle du 30/06/2025).

Pour le poste de livraison, aucune non-conformité n'a été relevée par le bureau de contrôle.

Pour les aérogénérateurs, aucune non-conformité majeure n'a été relevée.

Néanmoins, 6 observations sont présentes dans le rapport :

- 5 concernant des éclairages inopérants pour l'éolienne 1 ;
- 1 pour un défaut d'étanchéité au niveau d'une pénétration d'un câble électrique dans la nacelle de l'éolienne 2.

L'exploitant n'ait pas en mesure de justifier que des travaux ont été réalisés pour lever les observations formulées.

Constat : les installations électriques des éoliennes ne sont pas maintenues en bon état.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle visuel des éléments

Prescription contrôlée :

II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

Constats :

Vu les derniers rapports de contrôle visuel semestriel pour les 3 éoliennes réalisés aux jumelles par TALVEG Wind le 27/08/2025.

Vu les rapports suite aux contrôles par drone réalisés le 06/03/2025 par SKYSPECS.

Les dommages relevés sur les pales des 3 éoliennes lors de l'inspection par drone sont principalement de niveaux 1 et 2, ils ne nécessitent pas de prévoir des travaux de réfection. 5 dommages de niveau 3 ont été constatés, ils doivent faire l'objet d'une intervention sous douze mois.

L'exploitant communique les devis relatifs à l'intervention de réparation, il indique que la prestation sera réalisée début 2026.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes Instrumentés de sécurité

Prescription contrôlée :

III.- L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

[...]

Constats :

Suite à la visite d'inspection l'exploitant a communiqué un courrier du 12/03/2019 de GE ENERGY SERVICES France SARL, mentionnant une liste d'éléments de la chaîne de sécurité des éoliennes ECO100 d'ALSTOM.

Avec ce courrier, plusieurs documents constructeur, rédigés en anglais, sont fournis : un schéma électrique de la chaîne de sécurité, une fiche de maintenance des capteurs, une fiche de maintenance des boutons d'arrêt d'urgence et une check-list relative au contrôle de la chaîne de sécurité.

Les documents proposés ne sont pas complets, la liste des systèmes instrumentés de sécurité (SIS) doit comprendre l'ensemble des équipements susceptibles d'être sollicités pour mettre l'installation en sécurité à la suite de la détection d'une anomalie (capteurs pour détection, automate et éléments de câblage permettant la circulation des signaux, actionneurs, capteurs permettant de vérifier l'efficacité de l'action, ...).

Les batteries de secours doivent également être prises en compte en cas de coupure d'alimentation électrique.

Le document attendu, rédigé en français, doit par ailleurs mentionner la fonctionnalité des SIS, ainsi que la fréquence des tests et les opérations de maintenance associées.

Constat : l'exploitant ne dispose pas d'une liste des équipements de sécurité complète détaillant la fréquence des tests et les opérations de maintenance associées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes Instrumentés de sécurité
Prescription contrôlée : [...] Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a communiqué les rapports de contrôle des équipements de sécurité. Vu, pour l'éolienne 2, le document intitulé "Inspection de chaine de sécurité ECO100" suite au contrôle réalisé par TALVEG Wind le 6/12/2024. Le rapport ne fait pas apparaître de dysfonctionnement. Néanmoins, les équipements de sécurité contrôlés ne correspondent pas à la liste communiquée et mentionnée au point de contrôle précédent. Constat : les systèmes instrumentés de sécurité contrôlés ne correspondent pas à la liste des équipements de sécurité communiquée par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Situations d'urgence - consignes
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les

batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;

- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Constats :

Vu le plan de prévention de l'exploitant et notamment les procédures à suivre en cas d'urgence et les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

Vu les limites de sécurité et les procédures de mise en sécurité.

Vu les fiches réflexes avec les mesures à mettre en œuvre dans des situations de fonctionnement anormal (survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.)

Vu les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

Vu la fiche avec les informations à communiquer en cas d'appel en situation d'urgence.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

Thème(s) : Risques chroniques, Extincteurs

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

Constats :

Vu la présence d'un extincteur dans le pied de l'éolienne 2.

Ce dernier a été contrôlé par un organisme agréé depuis moins d'un an.

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Biodiversité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/11/2025, article R. 512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Rapports accidents/incidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les deux derniers rapports d'incidents suite à des mortalités rencontrées sur le parc (deux noctules communes découvertes aux pieds des éoliennes 1 et 3 le 20/08/2020).</p> <p>Vu le document général intitulé procédure de déclaration d'accident et d'incident environnemental auprès de l'inspection des installations classées (document EDP Renewables révisé le 11/05/2021), avec notamment la procédure à suivre en cas de découverte de cadavres de chiroptères ou d'oiseaux.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2019, article Titre II – Art. 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle mensuel du « Système Pitch »
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède à une vérification mensuelle du bon fonctionnement du système de « Pitch » (Mode normal et Urgence), selon la procédure détaillée en annexe 5 du rapport de remise en service du 22 mars 2019 susvisé, afin de s'assurer notamment que l'ensemble du système d'arrêt d'urgence, y compris les batteries, est opérationnel.</p>

Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Vu le document intitulé "Technical Report - Electrical Pitch Backup Test". Vu le document enregistré dans la GMAO de l'exploitant. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2019, article Titre II – Art. 9
Thème(s) : Risques accidentels, Embase en béton des aérogénérateurs
Prescription contrôlée : L'exploitant procède au traitement des fissures des embases béton des aérogénérateurs avant le 31 décembre 2019 et réalise un an plus tard puis tous les 3 ans une inspection périodique de ces embases. [...] Le traitement des fissures et les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Vu les derniers rapports d'inspection des fissures des embases béton des 3 aérogénérateurs en date du 05/05/2025. Vu les documents enregistrés dans la GMAO de l'exploitant. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite